



THEME : URBANISME – ACQUISITIONS

OBJET : MAISON MAGNARD : RETROCESSION  
AVANT VENTE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 20 FEVRIER 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 Février 2023, le Conseil municipal s'est réuni le 20 Février 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRÉSENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUM, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Umus PERRONE, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Thomas GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme Florence GAUTHIER qui donne pouvoir à Mme Annick SERRE

Mme Brigitte CHEMIN qui donne pouvoir à M. Renaud DONZEL

M. Denis COLLET qui donne pouvoir à Mme Annie COLOMB

M. Jean-Henri LAURENT qui donne pouvoir à M. Bernard TAVERNIER

Absents non excusés :

Mme Nathalie ROMANET

Mme Mhrican AVCI

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'acquisition réalisée par l'EPF de l'Ain, à la demande de la Commune, du tènement cadastré AB 979 par acte authentique en date du 3 avril 2019.

En vertu de la convention de portage et de l'avenant signés entre la Commune et l'EPF de l'Ain, la commune de Nantua s'est engagée à racheter ce bien au terme de 4 années de portage, suivant la signature de l'acte.

Le montant de la revente s'élève à 80 638,05 € HT, comprenant un prix d'acquisition d'un montant de 79 000,00 Euros et des frais d'acquisition supportés par l'EPF lors de l'acquisition d'un montant de 1 638,05 Euros frais d'acte notarié en sus.

La Commune devra également s'acquitter des frais de portage arrêtés précisément au jour de la rétrocession et du prorata de taxe foncière 2023 calculé en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année. Ces frais de portage s'entendent hors taxe, avec un taux de TVA applicable de 20%.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** la rétrocession, par l'EPF de l'Ain, à la commune de NANTUA, du tènement cadastré AB 979, au prix de 80 638,05 € HT selon les modalités exposées ci-dessus.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Jean-P

Envoyé en préfecture le 22/02/2023

Reçu en préfecture le 22/02/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230220-202311-DE

Berger  
Levrault



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.